

Publications économiques et financières



Conjoncture économique

N°798 / Juin 2024

TENDANCES CONJONCTURELLES¹

1^{ER} TRIMESTRE 2024

Une progression graduelle du climat des affaires

Légère hausse de l'ICA au 1^{er} trimestre

Après une hausse de 3,4 points au 4^e trimestre 2023, l'indicateur du climat des affaires (ICA) enregistre une nouvelle progression de 2,4 points au 1^{er} trimestre 2024. C'est la composante future de l'ICA, reflétant les anticipations des chefs d'entreprise, qui permet cette hausse. Celle-ci n'est toutefois pas suffisante pour que l'ICA retrouve sa moyenne de longue période. Il s'établit à 96,6 points.

Cette morosité persistante résulte d'une conjoncture économique toujours marquée par l'inflation.

Point positif sur le trimestre, le nombre de défaillances d'entreprises enregistre une baisse significative début 2024 : -22,2 % en cumul sur 12 mois.

En revanche, le nombre de créations d'entreprises se contracte pour la première fois depuis plus d'un an (-3,9 % sur 3 mois). La tendance générale reste haussière, avec une progression en glissement annuel de 14,8 %. Les créations de microentreprises sont particulièrement dynamiques : +1,5 % sur le trimestre et +27,8 % sur un an.

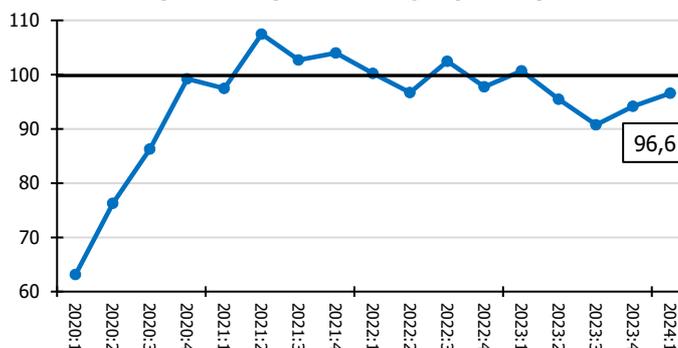
La hausse des prix se poursuit

L'indice des prix à la consommation (IPC) de la Guyane s'inscrit une nouvelle fois à la hausse. Il s'accroît de 0,6 % sur trois mois et de 3,9 % sur un an. En France hexagonale, l'IPC augmente de 0,8 % sur le trimestre et de 2,1 % sur un an.

La plupart des postes de l'IPC progressent ce trimestre, principalement les prix de l'énergie (+5,3 %). Les hausses des prix de l'alimentation (+1,3 %) et des produits manufacturés (+0,3 %) sont plus modérées. Par ailleurs, les prix des services diminuent légèrement (-0,5 %) après avoir progressé au trimestre précédent (+2,3 %).

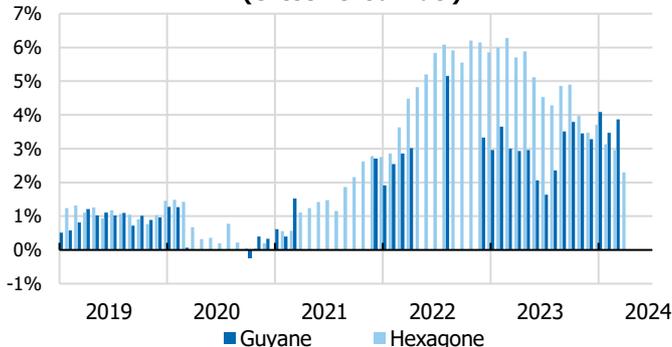
En glissement annuel, tous les postes progressent. La hausse est de 11,3 % pour les prix de l'énergie, de 6,5 % pour ceux de l'alimentation et 3 % pour les prix des services. Celle des produits manufacturés est plus faible (+1 %).

Indicateur du climat des affaires en Guyane
(100 = moyenne de longue période)



Source : Enquête de conjoncture de l'IEDOM

Évolution de l'indice des prix à la consommation
(Glissement annuel)



Source : Insee, données mensuelles, IPC hors tabac. IPC non disponible en Guyane pour les périodes suivantes : avril-septembre 2020, mai-juillet 2021, septembre-novembre 2021.

¹ Les données sont désaisonnalisées, sauf celles relatives aux évolutions des encours bancaires et sauf indications contraires.

Nouvelle hausse de la demande d'emploi

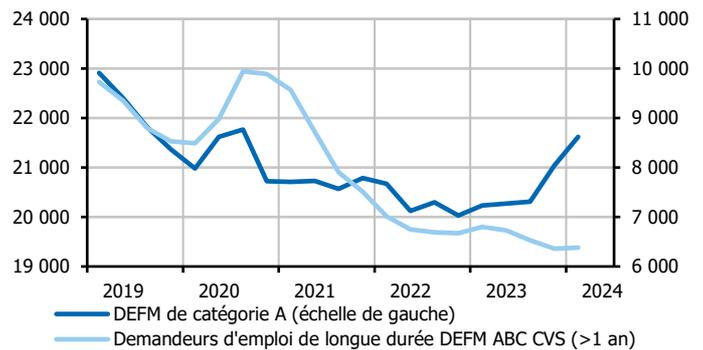
Le nombre de demandeurs d'emploi en fin de mois de catégorie A (DEFM A) progresse de 2,8 % au 1^{er} trimestre 2024 (après +4 % au trimestre précédent). En glissement annuel, les DEFM A sont également plus nombreux : +6,9 %. Ainsi, environ 21 620 personnes sont inscrites à France Travail dans la catégorie des DEFM A début 2024.

Chez les femmes, représentant 60 % des DEFM A, le nombre de demandeurs est en hausse de 2,3 %, contre +3,4 % chez les hommes.

En parallèle, le nombre de demandeurs d'emploi des catégories A, B, et C de longue durée (plus d'un an) évolue peu : +0,3 % par rapport au trimestre précédent.

Enfin, les entreprises enquêtées par l'IEDOM font part d'une diminution de leurs effectifs au 1^{er} trimestre. Leurs prévisions signalent cependant une stabilisation de ces derniers pour le prochain trimestre.

Demandeurs d'emploi en fin de mois et de longue durée (moyenne trimestrielle)



Sources : France Travail, Acoss, CVS-CJO.

Malgré l'inflation, la consommation des ménages ne fléchit pas

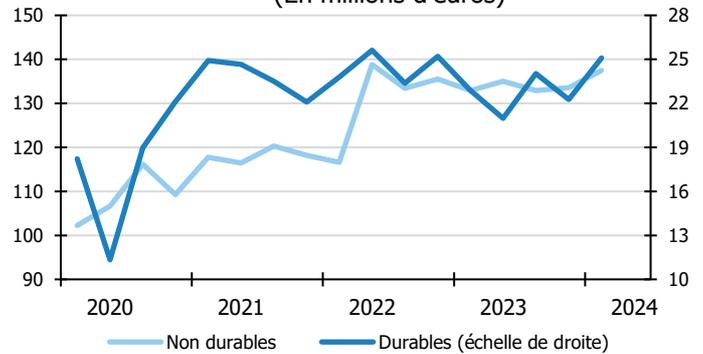
La consommation des ménages est de nouveau en hausse, malgré le contexte inflationniste persistant. Au 1^{er} trimestre 2024, le volume des importations de biens de consommation progresse de 4,9 %. Leur valeur progresse également : +4,4 %.

Les crédits à la consommation progressent également : +0,6 % au 1^{er} trimestre et +8,3 % en glissement annuel.

Cependant, sur le marché des véhicules de tourisme, les importations en valeur et les immatriculations baissent sensiblement : -13,6 % et -34,5 % respectivement sur 3 mois.

Point d'attention sur le trimestre, le nombre de dossiers de surendettement déposés à l'IEDOM est en hausse de 34 %, après une baisse de 26,5 % au trimestre précédent.

Importations de biens de consommation (En millions d'euros)



Sources : Douanes, CVS-CJO IEDOM.

L'investissement confirme son essor malgré quelques signes de fragilité

Les importations de biens d'investissement progressent à nouveau : +21,8 % sur le trimestre. En raison d'un niveau particulièrement haut en début d'année 2023, elles enregistrent une hausse plus modérée sur un an : +1,2 %. En volume, les évolutions convergent : +13,9 % sur 3 mois et +11,0 % sur 12 mois.

Les encours bancaires des crédits d'investissement corroborent ce dynamisme : ils progressent de 8,2 % sur 3 mois et de 13,1 % sur 12 mois. En parallèle, les crédits immobiliers augmentent plus modérément pour les entreprises (+1,5 % en glissement trimestriel et de 4,5 % en glissement annuel). L'encours de crédits immobiliers aux ménages suit une trajectoire similaire (+1,4 % sur le trimestre, +4,4 % sur un an).

En outre, le solde d'opinion relatif aux prévisions d'investissement des entrepreneurs interrogés par l'Iedom s'améliore sur le trimestre, passant au-dessus de sa moyenne de longue période.

Ce diagnostic sur l'investissement est toutefois à nuancer. En premier lieu, les indicateurs de vulnérabilité des entreprises se dégradent : les impayés sur effet augmentent aussi bien en valeur qu'en nombre sur le trimestre, avec respectivement +81,6 % et +14,7 %. D'autre part, les importations de véhicules utilitaires reculent de 2,3 % sur le trimestre et le nombre d'immatriculations de 22,6 %.

Les importations restent dynamiques tandis que les exportations sont plus contrastées

Les importations totales marquent une progression de 9,9 % en valeur, tandis qu'elles diminuent de 3,4 % en volume.

Dans le détail, la majorité des catégories d'importations est en hausse, excepté l'énergie, qui subit une contraction de 21,5 % en valeur et de 12,1 % en volume. Cette baisse est une correction intervenant après la forte hausse du trimestre précédent. En glissement annuel, les importations de l'énergie demeurent en nette progression.

Ce sont les biens d'investissement et les biens intermédiaires qui impulsent le dynamisme des importations (respectivement +21,8 % et +23,3 % en valeur ; +13,9 % et +12,0 % en volume). Les biens de consommation durables et non durables suivent également une tendance haussière ce trimestre.

Parallèlement, les exportations totales s'inscrivent en hausse de 44,3 % en valeur et en baisse de 8,7 % en volume.

D'une part, les exportations de bois et d'or reculent de 40,3 % et 35,4 % en valeur. En volume, les évolutions sont moins marquées, mais la tendance est similaire : -12,5 % et -9,3 %. La forte pluviométrie, qui entraîne une impraticabilité partielle de ces activités, peut en partie expliquer ces résultats.

À contrario, les exportations de biens d'équipement bondissent de 122,9 % en valeur, en lien avec une progression des réexportations de conteneurs. En volume, celles-ci diminuent de 8,3 %, notamment du fait de réexpéditions de véhicules plus faibles. En parallèle, les exportations de biens de consommation sont dynamiques : +3,6 % en valeur et +91,2 % en volume (exportations de boissons vers le Suriname).

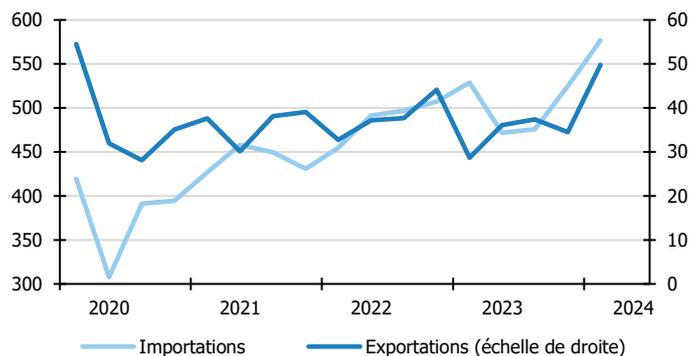
Une activité en berne pour la plupart des secteurs

Au 1^{er} trimestre 2024, l'activité s'étirole pour la plupart des secteurs, sauf pour le BTP et le commerce. Pour le 2^e trimestre, les prévisions sont également pessimistes, à l'exception du tourisme et du BTP.

Dans le détail, l'activité du 1^{er} trimestre 2024 s'est nettement dégradée pour les industries, le secteur primaire, les services marchands et le tourisme. Le BTP, soutenu par les besoins d'infrastructures du territoire, affiche une activité stable. À contre-courant de la tendance globale, le commerce présente des résultats plus positifs, avec un niveau d'activité en amélioration.

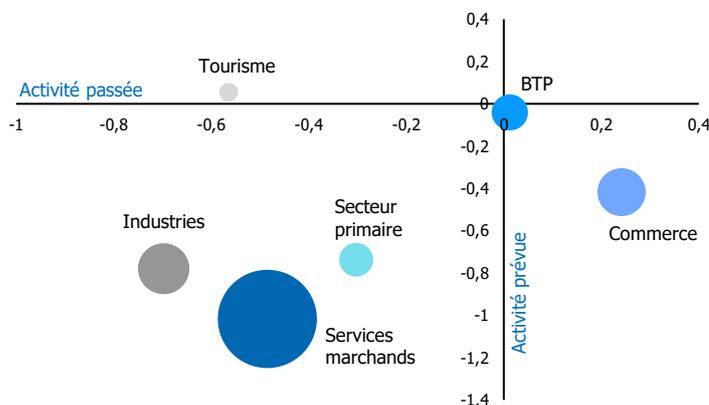
Au 2^e trimestre 2024, l'activité devrait se détériorer pour le commerce, tandis que le tourisme devrait suivre une trajectoire inverse, avec une hausse modérée de son solde d'opinion. En parallèle, les soldes d'opinion des services marchands, des industries et du secteur primaire devraient décliner à nouveau. Enfin, l'activité du BTP devrait stagner.

Importations et exportations
(En millions d'euros)



Sources : Douanes, CVS-CJO IEDOM.

Solde d'opinion de l'activité passée et prévue par secteur au 1^{er} trimestre 2024



Source : enquête de conjoncture de l'IEDOM.

Le secteur primaire : un secteur peu résilient et particulièrement pénalisé par la conjoncture

L'activité du secteur primaire témoigne d'une situation globalement dégradée : le solde d'opinion reste en dessous de sa moyenne de longue période depuis plus d'un an. Les exportations de produits agricoles, sylvicoles, de la pêche et de l'aquaculture (PASPA) se contractent de 42 % par rapport au trimestre précédent et de 23 % par rapport au 1^{er} trimestre 2023. De même, les abattages de bovins diminuent de 3,1 % sur le trimestre et de 12,8 % en glissement annuel, tandis que les abattages de porcins baissent de 6,2 % et 10,7 %.

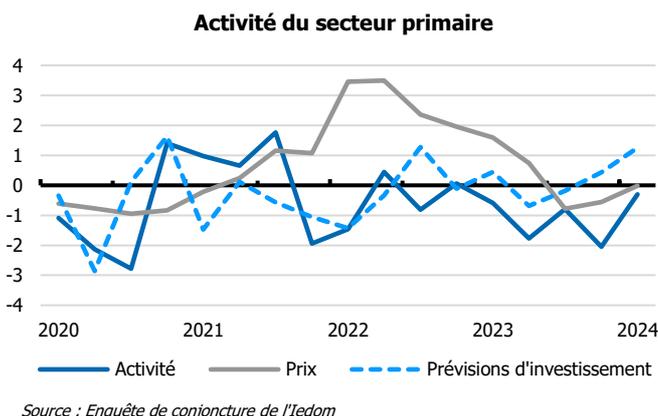
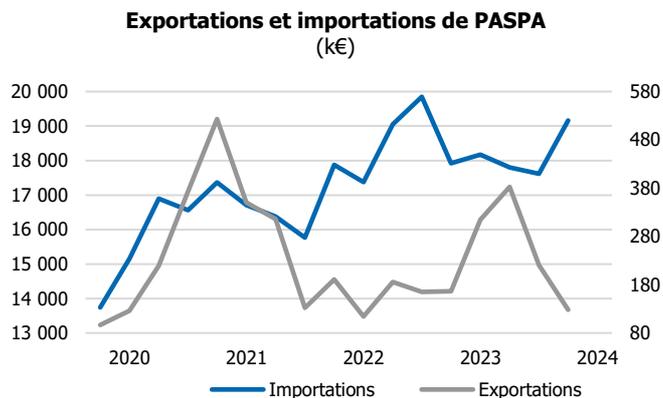
En parallèle, la demande intérieure reste importante malgré l'inflation, conduisant à une augmentation des importations de PASPA de 8,7 % sur 3 mois et de 6,9 % sur 12 mois. Dans le même temps, alors que les importations de viande bovine augmentent de 41,7 %, les importations de viande porcine baissent de 5,4 %.

Plusieurs facteurs concourent à expliquer l'atonie du secteur primaire. La forte augmentation du coût des produits des matières premières (engrais, aliment pour bétail, produits pétroliers, etc.) pèse sur son activité. En conséquence, les charges se sont détériorées et l'inflation se répercute sur les prix de vente. En mars, sur la base d'un panier moyen de fruits et de légumes locaux², les prix augmentent de 3 % sur un an.

En outre, la perte de plusieurs petits éleveurs pendant la crise sanitaire a des retombées durables sur l'activité agricole. Enfin, l'agriculture est vulnérable aux aléas climatiques (alternance de sécheresse et d'une pluviométrie importante) et aux maladies, ce qui ne lui permet pas d'insuffler un nouvel élan au secteur.

Du côté de la pêche, la faible production résulte également de difficultés structurelles (équipement vieillissant, faible rentabilité et attractivité, concurrence de l'activité informelle et illégale, etc.). Ces problématiques nuisent particulièrement à l'activité crevette : au 1^{er} trimestre 2024, les exportations de crevettes diminuent de 85,8 % sur 3 mois et de 83,1 % sur 12 mois. En revanche, les exportations de poissons marquent un rebond notable de 113,2 % sur le trimestre et de 96,2 % en glissement annuel.

Toutefois, les perspectives économiques du secteur primaire tendent à s'améliorer pour les prochains mois : le solde d'opinion relatif aux prévisions d'investissement croît depuis trois trimestres et se situe au-dessus de sa moyenne de longue période. En parallèle, les charges s'approchent de leur moyenne de longue période pour la première fois depuis 2021, traduisant leur stabilisation. Par ailleurs, le plan de relance de la pêche guyanaise devrait créer de nouvelles opportunités économiques pour cette filière.



² Bulletin mensuel statistique de la DAAF.

La conjoncture internationale et régionale

L'ACTIVITÉ ÉCONOMIQUE MONDIALE RÉSISTE MALGRÉ DE NOMBREUSES INCERTITUDES

En 2023, la croissance économique mondiale s'est élevée à 3,2 % selon les estimations publiées par le FMI en avril 2024. L'économie mondiale a fait preuve de résilience malgré les perturbations de certaines chaînes d'approvisionnement, la persistance d'une inflation soutenue et le resserrement généralisé de la politique monétaire. L'inflation mondiale s'est ainsi élevée à 6,8 % en 2023 après un pic à 8,7 % en 2022. Pour les années 2024 et 2025, la hausse du PIB mondial devrait être identique à 2023 (+3,2 %) alors que l'inflation devrait continuer de ralentir (+5,9 % en 2024 et +4,5 % en 2025) selon le FMI. Plusieurs incertitudes pourraient toutefois entraîner une révision à la baisse de la prévision de PIB, notamment le risque d'une nouvelle flambée des prix des matières premières avec l'accroissement des tensions géopolitiques alors que l'inflation des services reste encore élevée.

Aux États-Unis, le PIB a progressé de 0,4 % au premier trimestre 2024, en glissement trimestriel, après une hausse de 0,8 % au quatrième trimestre 2023. Cette évolution reflète principalement un ralentissement de la demande intérieure (+0,7 % après +0,9 %) et une augmentation des importations (+1,8 %). Sur l'année 2024, le FMI anticipe une hausse du PIB de 2,7 %.

Dans la zone euro, l'activité économique a progressé de 0,3 % au premier trimestre 2024 après un recul de 0,1 % au trimestre précédent. Le taux d'inflation de la zone a continué de ralentir pour s'établir à 2,4 % à fin mars 2024. Un an auparavant, il atteignait 8,3 %. Le taux de chômage reste pour sa part stable, à 6,5 %, soit un niveau sensiblement identique à celui enregistré un an auparavant (6,6 %). Selon les prévisions du FMI, le PIB pourrait croître de 0,8 % sur l'ensemble de l'année 2024.

D'après l'Insee, le PIB de la France a crû de 0,2 % après une hausse de 0,1 % au quatrième trimestre 2023. Cette évolution s'explique principalement par le rebond de l'investissement (+0,3 % après -0,9 %) et de la consommation des ménages (+0,4 % après +0,2 %). La contribution du commerce extérieur est en revanche nulle sur le trimestre. Selon les prévisions de la Banque de France, le PIB de la France augmenterait de 0,8 % en 2024.

Au Japon, le PIB s'est contracté de 0,5 % au premier trimestre 2024 après une croissance nulle au trimestre précédent. Cette évolution s'explique par une diminution de la consommation des ménages (-0,7 %), de l'investissement (-0,3 %) et des exportations de biens et services (-5,0 %). Le FMI table sur une progression du PIB de 0,9 % sur l'ensemble de l'année 2024.

Enfin, les pays émergents et en développement pourraient voir leur PIB croître de 4,2 % en 2024. L'activité serait particulièrement dynamique en Inde (+6,8 %) et en Chine (+4,6 %) et dans une moindre mesure en Russie (+3,2 %) et au Brésil (+2,2 %).

Sources : FMI, BEA, Eurostat, Insee, Banque de France, Gouvernement du Japon – données arrêtées à la date du 23 mai 2024.

UNE DÉCÉLÉRATION DE LA CROISSANCE EN 2024 EN AMÉRIQUE LATINE ET DANS LES CARAÏBES

Le FMI a relevé, en avril 2024, son estimation de croissance pour l'Amérique latine et les Caraïbes en 2024 à + 2,0 % (contre +1,9 % en janvier). L'institution s'attend toutefois à une décélération par rapport à 2023 (+2,3 %) du fait d'un environnement extérieur moins favorable et des politiques restrictives visant à freiner l'inflation. L'Argentine sera à nouveau attendue en dépression avec un taux de croissance de -2,8 % (après -1,6 % en 2023). En 2025, la croissance devrait retrouver son niveau de 2023, soit +2,5 %.

Le Brésil voit quant à lui son taux de croissance pour 2024 réévalué à +2,2 % (contre +1,7 % en janvier), ce qui reste plus faible que le taux de croissance de l'année précédente (+3,1 %).

La situation des autres voisins de la Guyane est hétérogène. Au Suriname, le FMI estime le taux de croissance à +3 % en 2024 et +33,9 % au Guyana. Celui-ci devrait fortement décélérer jusqu'à +18,7 % en 2025. Pour rappel, ce taux était de +62,3 % en 2022. Cette croissance exceptionnelle s'explique par la mise en exploitation, depuis 2019, d'importants gisements de pétrole découvert quelques années plus tôt au large des côtes du pays. Cependant, des tensions croissantes avec le Venezuela, sur fond de revendication de souveraineté territoriale de la région de l'Essequibo (riche en pétrole), pourraient impacter les projections de croissance.

L'inflation en Amérique latine et dans les Caraïbes s'élève à +3,5 % en janvier 2024, à l'exclusion de l'Argentine et du Venezuela. Pour ces derniers, les taux d'inflation respectifs s'élèvent à +249,8 % et +100 % en glissement annuel. Dans le plateau des Guyanes, le FMI prévoit un taux d'inflation de +2,8 % pour le Guyana et +20,7 % pour le Suriname.

Sources : FMI, Banque mondiale.